

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION
DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTIONS
DES POPULATIONS

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
Prévention des risques
environnementaux
N°IC 2004/0959
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005 et 1^{er} août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2003, modifié le 4 juillet 2008, au titre de l'installation classée « GUYOMARD Annie » l'autorisant à exploiter un élevage porcin de 795 pl. animaux équivalents (soit 795 pl. engraissement) sur le site de « Kérantour » en SAINT GILLES LES BOIS,

- VU l'accusé réception délivré le 7 avril 2010 au titre de l'installation classée « EARL DE KERMERRIEN » pour la reprise de l'élevage porcin autorisé le 4 juillet 2008 au nom de GUYOMARD Annie,
- VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1999, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « GAEC DE KERMERRIEN », l'autorisant à exploiter en TREVEREC au lieu-dit « Kermerrien » un élevage porcin de 4109 porcs de plus de 30 kg avec un post sevrage de 2160 places comprenant 130 pl. maternité, 559 pl. gestantes verraterie, 3420 pl. engraissement et 2160 pl. post sevrage, ainsi qu'une unité de traitement des lisiers,
- VU la demande présentée le 5 mars 2010, modifiée le 28 avril 2011 par l'installation classée « **S.C.E.A. de KERMERRIEN (THOMAS-GAUTIER)** », sise « Kermerrien » en TREVEREC, en vue de la restructuration externe (suite à la reprise de l'atelier porcin autorisé le 4 juillet 2008 au nom de Mme GUYOMARD Annie, avec transfert) et interne soit un cheptel de 7559 pl. animaux équivalents (155 pl. maternité, 559 pl. gestantes verraterie, 2634 pl. post sevrage, 4890 pl. engraissement), la mise à jour du plan d'épandage avec adaptation de la station de traitement avec ajout d'une centrifugeuse, la mise en place d'une unité de fabrication d'engrais et de support de cultures ainsi que la construction de nouveaux bâtiments et le réaménagement de bâtiments existants, en TREVEREC au lieu-dit « Kermerrien » (Section B N°347-515-612- 674- 364-365); L'ensemble des porcheries existantes sur le site de 'Kerantour' en SAINT GILLES LES BOIS seront désaffectées et réaménagées en hangar à matériel.
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur;
- VU les délibérations des conseils municipaux de ; LE FAOUE (27 octobre 2010)- GOMMENECH (23 novembre 2010)- LANNEBERT-(5 novembre 2010)- POMMERIT LE VICOMTE (25 novembre 2010)- SAINT GILLES LES BOIS - TREMEVEN (21 octobre 2010) TREVEREC (16 novembre 2010)-
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 11 mai 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 27 mai 2011 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que depuis le dépôt du dossier un récépissé de déclaration a été délivré le 2 novembre 2010 suite à la mise en société sous l'appellation « SCEA DE KERMERRIEN » de l'élevage porcin autorisé le 15 janvier 1999 au nom de l'E.A.R.L. DE KERMERRIEN.
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du LEFF ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LANVOLLON, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 54545 UN et 31798 UP205, gérées de la façon suivante : 11721 UN seront éliminées par un système de traitement qui permet un abattement de 40% de l'azote , 7740 UN et 17700 UP205 seront transférées et exportées dans des cantons inférieurs à 140 UN/ha, par la Sté EVALOR, 35084 UN et 14098 seront épandues 225,92 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 155 UN/ha

CONSIDERANT que la charge en phosphore organique sera de 62 UP205/ha;

CONSIDERANT l'avis favorable de la C.D.O.A. Structures en date du 15 septembre 2009 à la reprise de l'atelier porcin autorisé au nom de Mme GUYOMARD (795 pl. engraissement) et exploité sur le site de « Kerantour » en SAINT GILLES LES BOIS;

CONSIDERANT que le projet consiste à rapatrier l'azote des porcs sur le site principal de TREVEREC où, il est prévu la construction de 1470 pl. engraissement et 474 pl. post sevrage supplémentaires ainsi que la mise en place d'une centrifugeuse en tête de station avec compostage et transfert du compost ,

CONSIDERANT que la station de traitement traitera la totalité du lisier des truies et des porcelets par centrifugation puis traitement biologique,

CONSIDERANT que la SCEA dispose d'une fabrique d'aliments à la ferme afin de valoriser les céréales produites sur l'exploitation ,

CONSIDERANT que les porcheries sur le site de SAINT GILLES LES BOIS seront désaffectées et réaménagées en hangar à matériel,

CONSIDERANT qu'il est prévu la construction d'une porcherie gestante neuve de 272 pl. ainsi que l'extension de la maternité P6 e 35 pl. maternité,

CONSIDERANT que les porcheries P8 et P9 sur le site de « Kermerrien » seront désaffectées, la porcherie P5 sera démontée et remplacée par la porcherie de 1410 pl. engraissement et 814 pl. post sevrage, les porcheries P1, P2, P3 et P 10 ne seront pas modifiées tandis que les porcheries P4 , P6 et P 7 seront réaménagées,

CONSIDERANT qu'un hangar de 505 m2, avec sol en béton banché sera construit afin d'y installer la centrifugeuse, la plate forme de compostage avec aération forcée et le stockage du compost,

CONSIDERANT le contrat de reprise signé le 24 février 2010 avec la Sté EVALOR - Tonnage 475 T d'engrais organiques,

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **S.C.E.A. de KERMERRIEN (THOMAS-GAUTIER)** », sise au lieu-dit « Kermerrien » à exploiter à cette même adresse (section B N°347-515-612- 674- 364-365) en TREVEREC, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

* un élevage porcin dont la capacité maximale est de 7559 pl. animaux équivalents (PAE) réparties comme suit :

Site de Kermerrien »	Animaux-équivalents (PAE)
155 pl. maternité	soit 465 PAE
559 pl. gestantes-verraterie	soit 1677 PAE
2634 pl. post-sevrage	soit 526,8 PAE
4890 pl. engraissement	soit 4890 PAE
0 pl. quarantaine infirmerie	soit 0 PAE
<i>Total : 8238 animaux</i>	<i>Total : 7559 pl. animaux-équivalents</i>

*** une unité de traitement des lisiers** comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant deux co-produits ci-après dénommés « lisier centrifugé » et "résidus organiques") ;
- un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "lisier centrifugé traité décanté" et "effluent épuré") ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 6328 m3 de lisier issu des truies et des porcelets (14936 kg d'azote), 4225 m3 de lisier issu de l'engraissement (23765 UN) sur 13 370 m3 (54545 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 2817 m3 (15844 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

*** Il est également donné acte à la S.C.E.A. DE KERMERRIEN de sa déclaration** par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la quantité de matières traitées est de 475 tonnes par an (compost de résidus organiques de séparation de phase obtenus après centrifugation du lisier).

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN :

2.1. - Effectifs :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 641 reproducteurs (truies verrats cochettes), 4890 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 2634 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 615 reproducteurs (truies, verrats, cochettes saillies). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur

des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ...).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas dépasser 15045 animaux, et celle de porcelets ne devra pas dépasser 14670 animaux.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - *Alimentation biphase :*

2.2.1. - L'alimentation biphase sera maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

ARTICLE 3 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - *Aux fins de contrôles, seront placés :*

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit ;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume de lisier brut restant à épandre ;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - *Une alarme visuelle ou sonore* sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - *Les prélèvements et échantillonnages* en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - *Débits et flux de pollution*

3.5.1 **entrant dans la centrifugeuse :**

* Lisier brut issu des truies et des porcelets (ci-après dénommé **L1**):

	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	6328 m3	17,3 m3	20,8 m3
N Global	14936 kg	40,9 kg	49 kg
M.E.S	157 279 kg		

*Lisier brut issu des porcs charcutiers (ci-après dénommé **L2**) :

	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	4225 m3	11,5 m3	13,9 m3
N Global	23765 kg	65,1kg	78,1 kg
M.E.S	. 290 466 kg		

3.5.2 **entrant dans le réacteur biologique :**

*Lisier centrifugé issu des truies et des porcelets (ci-après dénommé **L3**) :

	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	6012 m3	16,4 m3	19,7 m3
N Global	11949 kg	32,7 kg	39,2 kg
M.E.S.	78640 kg		

*Lisier centrifugé issu des porcs charcutiers (ci-après dénommé **L4**) :

	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	684 m3	1,87 m3	2,24 m3
N Global	3422 kg	9,3 kg	11,2 kg
M.E.S.	26142 kg		

3.6. - *Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :*

3.6.1 - co-produits à composter :

Résidus organiques :	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	475 t	1,3 t
N Global	7740 kg	21,2 kg
P2O5	17700 kg	48,4 kg

3.6.2 - co-produits à épandre :

lisier centrifugé non traité par le réacteur	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	3118 m3	8,54 m3
N Global	15590 kg	42,7 kg

lisier centrifugé traité décanté	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	896 m3	2,45 m3
N Global	2882 kg	7,89 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	4845 m3	13,2 m3
N Global	768 kg	2,1 kg

3.6.3 – lisier brut issu de l'engraisement restant à épandre (ci-après dénommé **L5**) :

	Flux annuel
Volume	2817 m3
N Global	15844 kg

3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume du lisier brut L1 et L2 entrant dans la centrifugeuse.
- relevé du volume de lisier brut centrifugé L3 et L4 entrant dans le réacteur.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de lisier centrifugé non traité par le réacteur ;
- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit ;
- relevé du volume de lisier brut L5 ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système

d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes du lisier brut L1 et L2 entrant dans la centrifugeuse ;
- bilan des volumes du lisier brut centrifugé L3 et L4 entrant dans le réacteur biologique ;
- bilan des volumes du lisier brut L5 restant à épandre ;
- bilan des volumes des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut L1, L2 et L5 (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse du lisier centrifugé L3 et L4 (MES, NK, Pt, K₂O).

- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- une analyse du lisier centrifugé non traité par le réacteur (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses et pré-fosses d'un volume de 6507 m³.

4.2. - Les lisiers centrifugés seront stockés dans deux fosses d'un volume total de 2800 m3.

4.3. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 505 m2

4.4. - Le lisier centrifugé traité décanté sera stocké dans une fosse de 1100 m3.

4.5. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 4000 m3.

4.6. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisiers centrifugés, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 850 m3 devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.7. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),

- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.8. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.9. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.10. - Le transport des lisiers bruts, des co-produits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.

5.1. - L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui concerne le réacteur biologique.

La mise en service de la centrifugeuse ainsi que les modifications à apporter à l'unité de traitement, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, devront être réalisées dans un délai de 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET DE SUPPORT DE CULTURE

6.1 *Aménagement et fonctionnement des installations :*

6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits sera réalisée par une unité de compostage dans un hangar de 505 m2 comprenant :

- deux silos avec aération forcée d'une surface totale de 90 m² ;
- une aire couverte bétonnée de compostage actif et de maturation du compost de 349 m² permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Les résidus organiques de centrifugation du lisier seront compostés conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la fréquence des retournements, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité,

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement issus de la centrifugeuse, à savoir : 475 tonnes de résidus organiques soit 7740 kg d'azote et 17700 kg de phosphore, produits annuellement (1.3 tonnes/jour).

6.2.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- l'aire de compostage sera couverte,
- un système de collecte des écoulements sera aménagé,
 - le sol sera bétonné et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

6.2. - Conformité des produits

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost du co-produit issu de la centrifugeuse) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

6.3 - Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

6.4. - Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site ;
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- Nom du transporteur ;
- Quantité en tonnes et en m³ ;

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- Les informations définies ci-dessus ;
- Les originaux des bons d'enlèvement ;
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être

transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.,

6.5. - Délais de mise en service – Dysfonctionnement

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus seront réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté .

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage._

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

ARTICLE 7 – RESORPTION

Résorption : 29 976 unités d'azote dont :

- biphase :10 515 unités
- éliminé par traitement : ...11 721 unités
- transfert: 7 740 unités.

ARTICLE 8 – MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES – (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 9 – REMISE EN ETAT DU SITE

Le site de « Kérantour » sur la commune de SAINT-GILLES-LES-BOIS sera désaffecté et remis en état dès la mise en service des places à transférer sur le site de « Kermerrien » à TREVEREC.

De même, sur le site de « Kermerrien » à TREVEREC, les porcheries P8 et P9 seront désaffectées dès la mise en service des places à créer.

ARTICLE 10 - PRESCRIPTION EPANDAGE SUR CEREALES

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

L'épandage des déjections sur céréales sera effective à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 11 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 15 janvier 1999 et la décision susvisée du 12 décembre 2003, modifiée le 4 juillet 2008 au nom de GUYOMARD Annie.

ARTICLE 12 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 13 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 14 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de TREVEREC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de TREVEREC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 15 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. ».

ARTICLE 16 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de TREVEREC, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de LE FAOUEY - GOMMENECH - L'ANNEBERT - POMMERIT LE VICOMTE - SAINT GILLES LES BOIS - TREMEVEN .

SAINT-BRIEUC, le

07 JUIN 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,
Philippe de Gestas-Lespérour